



ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

RAPPORT NARRATIF ANNUEL

1 JUILLET 2025 -
30 JUIN 2026







Sommaire

Acronymes et Abréviations	5
Message du Président du Conseil d'Administration	4
Message du Coordinateur Général	5
Notre Identité	10
La Théorie du Changement de L'AFSA	11
Performances du Programme	13
Groupe de travail sur le changement climatique et l'agroécologie	14
Groupe de travail Systèmes semenciers résilients et agroécologie	17
Mobilisation du soutien des citoyens en faveur de systèmes alimentaires durables	20
Groupe de travail Terres et agroécologie	24
Groupe de travail Jeunesse	27
Défis communs aux cinq domaines d'action	29
Communication	30
Suivi, évaluation et apprentissage	32
Renforcement institutionnel	37
Renforcement des ressources humaines	37
Croissance financière et défis	37
Élargissement de la base d'adhérents et évaluation des capacités	37
Rapport financier de synthèse	38
Faits marquants concernant les membres de l'AFSA	39
Annexes	45
Conseil d'administration	45
Membres de l'AFSA	46
Liens vers les médias	47

Acronymes et Abréviations

ACRONYME	ACRONYME
AAE	Entreprise agroécologique
ACS2	Deuxième Sommet africain sur le climat
AFIRD	Agence pour le développement rural intégré
AFSA	Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique
AG	Assemblée générale annuelle
AGN	Groupe africain de négociateurs
ARAA	Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
ASANE	Sciences africaines pour l'agroécologie, la nutrition et l'ethnobotanique
UA	Union africaine
CUA	Commission de l'Union africaine
BIOGI	Innovations en matière de jardinage biologique
CAADP	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
CAFOD	Agence catholique pour le développement à l'étranger
CBD	Convention sur la diversité biologique
CCARDESA	Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COBCAI	Initiative pour la biodiversité, le climat et l'agroécologie du bassin du Congo
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des Parties
CROPS4HD	Consommation de produits orphelins résilients pour une alimentation plus saine
RDC	République démocratique du Congo
EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est
EALA	Assemblée législative de l'Afrique de l'Est
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
ESAMI	Institut de gestion de l'Afrique orientale et australe
FMSS	Systèmes de semences gérés par les agriculteurs
GIE	Groupement d'intérêt économique (GIE)
HSHF	Un sol sain, une alimentation saine
ICARRD+20	Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural +20
IFA	Institut d'agroécologie
DPI	Droits de propriété intellectuelle
JVE	Jeunes Volontaires pour l'Environnement
S&E	Suivi et évaluation
MEAL	Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage
MEL	Suivi, évaluation et apprentissage
MFIA	My Food Is African
NAP	Plan national d'adaptation
NDC	Contribution déterminée au niveau national
PAR	Recherche-action participative
PELUM	Gestion écologique participative de l'utilisation des terres
PGS	Système de garantie participatif
RASIP	Plan d'investissement dans les systèmes agroalimentaires régionaux
RCCDN	Réseau rwandais sur le changement climatique et le développement
REC	Communauté économique régionale
RUFORUM	Forum régional des universités pour le renforcement des capacités en agriculture
SABESA	Projet de renforcement des systèmes de restauration scolaire et universitaire fondés sur l'agroécologie en Afrique orientale et australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SB64	64e session des organes subsidiaires de la CCNUCC
SFHC	Sols, alimentation et communautés en bonne santé
PME	Petites et moyennes entreprises
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
TABIO	Alliance tanzanienne pour la biodiversité
TAFS	Transformer les systèmes alimentaires africains
TBT	Obstacles techniques au commerce
TM	Marché territorial
TRAPCA	Centre de formation à la politique commerciale en Afrique
UNDROP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNFSS	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales
UVM	Université du Vermont
GT	Groupe de travail

Message du

Président du Conseil d'Administration

Au nom du Conseil d'administration, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport narratif annuel de l'AFSA pour la période allant du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026. Cette période de référence marque la première année de mise en œuvre de notre cadre stratégique 2025-2029 et offre une occasion importante de réfléchir non seulement aux réalisations de l'AFSA, mais aussi à la vision commune, aux valeurs et à la responsabilité collective qui continuent de guider notre mouvement.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil d'administration a pu constater la pertinence constante du rôle de l'AFSA en tant que plateforme continentale œuvrant en faveur de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de systèmes alimentaires équitables et centrés sur les personnes. Partout en Afrique, les communautés continuent de faire face à des défis complexes et interdépendants, notamment les impacts du changement climatique, les pressions sur les terres et les ressources naturelles, les contraintes pesant sur les systèmes semenciers, l'inégalité d'accès aux marchés et l'évolution des cadres politiques. Dans ce contexte, le travail de l'AFSA reste à la fois d'actualité et essentiel.

Ce rapport témoigne de la force et de la résilience du mouvement qui sous-tend l'AFSA. Nos 48 organisations membres, travaillant aux côtés des agriculteurs, des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, des éleveurs, des pêcheurs, des consommateurs et des partenaires de la société civile, continuent de démontrer qu'une transformation durable est possible lorsque les savoirs locaux, le patrimoine culturel et le leadership communautaire sont reconnus et soutenus. Leurs expériences nous rappellent que la souveraineté alimentaire n'est pas simplement une aspiration politique ; elle se vit au quotidien à travers la gestion responsable des terres, des semences, de la biodiversité, des moyens de subsistance et de la dignité humaine.

Le Conseil d'administration se réjouit de la reconnaissance croissante de l'agroécologie dans les dialogues politiques et le discours public à travers le continent. Dans le même temps, nous reconnaissons que des progrès significatifs exigent davantage qu'une



simple visibilité. Ils nécessitent un engagement soutenu, des partenariats inclusifs et un plaidoyer fondé sur des données factuelles, qui reste fermement ancré dans les priorités et les réalités des communautés africaines tout en dialoguant de manière constructive avec un large éventail de parties prenantes.

Cette année a également mis en évidence l'importance d'un renforcement institutionnel continu. Renforcer l'engagement des membres, consolider les systèmes de gouvernance, améliorer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, renforcer la communication et assurer la viabilité financière sont autant d'éléments essentiels pour garantir l'efficacité et l'influence à long terme de l'AFSA. Le Conseil d'administration reste déterminé à assurer une supervision stratégique et à soutenir un Secrétariat responsable, transparent, réactif et bien placé pour servir le mouvement.

J'adresse mes sincères remerciements aux membres de l'AFSA, au Secrétariat, aux groupes de travail, aux partenaires, aux donateurs et aux alliés pour leur dévouement et leur collaboration tout au long de l'année. Je rends également hommage aux communautés dont la résilience, la sagesse et le leadership continuent d'inspirer la mission de l'AFSA et de renforcer notre engagement commun en faveur de la promotion de systèmes alimentaires justes, durables et résilients à travers l'Afrique.

Pour l'avenir, le Conseil d'administration continuera d'assurer un leadership stratégique et une supervision afin de soutenir la vision de l'AFSA d'une Afrique où **les communautés exercent un plus grand contrôle sur leurs ressources naturelles et leurs systèmes alimentaires, où l'agroécologie est adoptée comme voie vers la durabilité, la justice et la résilience, et où l'action collective contribue à un avenir plus équitable et plus digne pour les générations actuelles et futures.**

Révérant Tolbert Thomas Jallah Jr., PhD
Président du Conseil d'administration
Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique

Message du

Coordinateur Général

L'année de référence 2025-2026 a marqué un tournant décisif pour l'AFSA. Il s'agissait de la première année de mise en œuvre de notre cadre stratégique 2025-2029, et elle nous a rappelé pourquoi ce travail revêt une importance si profonde. Partout en Afrique, les communautés continuent de subir les conséquences du changement climatique, de la perte de biodiversité, de l'insécurité alimentaire, du rétrécissement de l'espace civique, des lois restrictives sur les semences et de la concentration croissante du pouvoir économique et politique au sein des systèmes alimentaires. Mais même face à ces défis, je garde espoir.

Cette année a clairement montré que
**l'agroécologie et la souveraineté alimentaire
menées par les Africains ne sont
plus des idées marginales.**

Il s'agit de voies pratiques,
politiques et économiques
permettant de construire
des systèmes alimentaires
résilients, équitables et durables
au service des personnes, des
communautés et de la planète

En collaboration avec nos 48 organisations membres et de nombreux partenaires engagés, l'AFSA a continué à faire le lien entre les luttes sur le terrain et les espaces politiques nationaux, régionaux et mondiaux. Guidés par notre théorie du changement, nous avons consolidé les données factuelles, influencé les politiques, construit des mouvements, amplifié les voix africaines, étendu les pratiques



agroécologiques et renforcé notre réseau continental. Notre engagement dans les négociations sur le climat, la politique des semences, la gouvernance foncière et les débats sur les systèmes alimentaires a contribué à démontrer que l'agroécologie n'est pas seulement une solution environnementale, mais aussi une question de justice, de souveraineté et d'autodétermination économique. Il s'agit de savoir qui contrôle la terre, les semences, les marchés, les savoirs et l'avenir de l'alimentation en Afrique.

Je suis particulièrement fière des progrès que nous avons accomplis pour renforcer les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, développer les marchés territoriaux, promouvoir les aliments autochtones à travers la campagne « My Food Is African », soutenir les entreprises agroécologiques et étendre les initiatives en faveur de sols sains. Il ne s'agit pas d'activités isolées. Ensemble, elles représentent une vision différente du développement, ancrée dans les économies locales, les savoirs communautaires, la responsabilité publique, la protection de l'environnement et la dignité des producteurs alimentaires africains. Nous avons également investi dans le leadership des jeunes, la recherche participative et la communication stratégique, car l'avenir alimentaire de l'Afrique doit être façonné par les agriculteurs, les peuples autochtones, les femmes et les jeunes eux-mêmes.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'engagement de nos membres, de notre conseil d'administration, de notre secrétariat, de nos donateurs et de nos partenaires. Je vous suis sincèrement reconnaissant pour votre confiance, votre solidarité et votre travail acharné. Votre dévouement donne de la force à ce mouvement et maintient vivante la possibilité d'un système alimentaire plus démocratique, plus inclusif et plus juste.

À l'avenir, l'AFSA reste fermement attachée à la souveraineté alimentaire, à la protection de la biodiversité, aux systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, à l'agroécologie et au droit des communautés africaines à façonner leurs propres systèmes alimentaires. Notre mission ne consiste pas seulement à répondre aux crises, mais aussi à renforcer notre pouvoir d'action, à proposer des alternatives et à susciter l'espoir. Ensemble, nous continuerons à œuvrer pour une Afrique où les populations et la nature s'épanouissent en harmonie, où les économies locales sont renforcées et où les solutions africaines sont le moteur de la transformation de l'Afrique.

Dr Million Belay
Coordinateur général
Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA)



Notre Identité

Vision

Une Afrique qui se développe en harmonie avec la nature, en tirant parti de ses savoirs et systèmes traditionnels, et dont les populations contrôlent les ressources naturelles et autres, ainsi que les décisions qui s'y rapportent.

Mission

Influencer les politiques et promouvoir des solutions africaines en faveur de la souveraineté alimentaire. L'AFSA est une plateforme continentale qui rassemble des voix diverses pour aborder les questions de souveraineté alimentaire et présenter des solutions africaines claires et concrètes

Nos membres

Créée en 2011 et comptant actuellement 48 membres, l'AFSA rassemble des organisations d'agriculteurs, des organisations de la société civile, des peuples autochtones, des organisations confessionnelles, des mouvements de femmes et de jeunes, des associations de consommateurs et d'autres partenaires œuvrant à travers l'Afrique

La Théorie du Changement de l'AFSA

Ces six piliers guident le travail mené dans les cinq domaines thématiques de l'AFSA



- **Production de connaissances:** Renforcer les capacités de recherche, intégrer les savoirs scientifiques et autochtones, documenter les données factuelles et rendre les connaissances utiles accessibles aux membres, aux communautés et aux décideurs politiques.

- **Plaidoyer politique:** Utiliser les données factuelles et les positions collectives pour influencer les politiques et les institutions en faveur de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire, de la souveraineté semencière, de la résilience climatique et des droits des communautés.

- **Construire le mouvement:** Mobiliser et mettre en relation les agriculteurs, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, la société civile et les mouvements alliés, tout en renforçant le leadership local et l'action coordonnée.

- **Communication et évolution des discours:** Amplifier les voix africaines et communiquer les avantages de l'agroécologie, remettre en cause les discours industriels néfastes et susciter une meilleure compréhension et un soutien plus large de la part du public.
- **Déploiement des pratiques agroécologiques:** Étendre l'adoption de pratiques agroécologiques adaptées au contexte grâce à l'apprentissage entre agriculteurs, à la formation, à l'innovation, à des marchés favorables et à des politiques incitatives.
- Favoriser un réseau dynamique : Renforcer l'AFSA en tant que réseau panafricain de réseaux grâce à la collaboration, à un leadership inclusif, à une gouvernance saine, à une coordination efficace et à une résilience financière.



Performances du Programme

L'année de référence 2025–2026 a marqué la première année de mise en œuvre du Cadre stratégique 2025–2029 de l'AFSA. Dans l'ensemble de ses domaines d'intervention, l'AFSA a combiné la production de données factuelles, le plaidoyer politique, la construction de mouvements, la communication, la mise à l'échelle pratique et le renforcement des réseaux afin de faire progresser la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Ce travail a rassemblé des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, des organisations de la société civile, des chercheurs, des acteurs des médias et des décideurs politiques, reliant ainsi l'expérience des communautés aux processus décisionnels nationaux, régionaux et mondiaux.

Au cours de l'année, l'AFSA a renforcé la reconnaissance de l'agroécologie dans différents espaces politiques, débats, programmes et cadres relatifs au climat, aux semences et à la terre. L'AFSA s'est engagée dans des processus politiques majeurs, allant des plans nationaux sur le climat et des lois sur les semences aux instances de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et de la CCNUCC, en plaidant en faveur de systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, de sols sains, de marchés territoriaux, d'entreprises agroécologiques et de la mobilisation citoyenne. L'apprentissage pratique est resté au cœur de ses activités : les formations d'agriculteurs, la recherche participative, les plateformes communautaires et nationales ainsi que les rencontres régionales ont permis de générer des données factuelles.

Les actions de communication ont amplifié ce travail et contribué à faire évoluer le discours public. Grâce au « Weekly Media Digest », à « The Voice of AFSA », à la lettre d'information trimestrielle, au podcast « Battle for African Agriculture », à des partenariats avec les médias et à des campagnes numériques, l'AFSA a fait connaître l'expérience de ses membres à un public plus large et a renforcé sa visibilité en tant que porte-parole continental en matière d'agroécologie, de souveraineté alimentaire et de justice climatique. Ces canaux ont également soutenu le plaidoyer autour de rencontres clés et ont permis à des experts africains, à des agriculteurs et à des leaders de mouvements de raconter leurs propres histoires.

Ensemble, ces efforts ont permis à l'AFSA de suivre non seulement les activités, mais aussi les changements en matière de politiques, de pratiques, de relations, de renforcement institutionnel, de responsabilité, d'apprentissage organisationnel et de prise de décision éclairée à l'échelle du réseau.

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage ont renforcé **la mise en œuvre et l'adaptation**.

L'AFSA a **consolidé ses systèmes** de suivi à l'échelle de l'organisation et au niveau des programmes,

A mené **15 visites d'accompagnement au suivi**

A mené à bien l'évaluation à mi-parcours du **TAFS**

Animé **16 sessions** de «récolte des résultats»

112 membres du personnel, adhérents et partenaires ont été formés

Environ **40 produits** de connaissance ont été élaborés.

Domaines d'intervention

Groupe de travail sur le changement climatique et l'agroécologie



AFSA at COP31 march for agroecology and protection of indigenous forests.

Introduction

Le groupe de travail sur le changement climatique et l'agroécologie a promu l'agroécologie en tant que réponse africaine à la crise climatique par le biais du plaidoyer politique, du renforcement des capacités de la société civile, de campagnes nationales et de la participation aux processus climatiques régionaux et mondiaux. Au cours de la période 2025-2026, les travaux se sont concentrés sur la campagne « Agroécologie pour l'action climatique » et sur l'ensemble du cycle de la CCNUCC, du deuxième Sommet africain sur le climat (ACS2) à la COP30 et à la SB64.



Résumé des activités

- **Plaidoyer régional et mondial :** l'AFSA a animé un pavillon consacré aux systèmes alimentaires et à l'agriculture lors de l'ACS2 à Addis-Abeba, présentant les points de vue des agriculteurs, des éleveurs, des populations autochtones, des femmes, des jeunes et des communautés religieuses. Lors de la COP30 à Belém, une délégation diversifiée de l'AFSA a suivi les négociations sur l'agriculture, l'adaptation, la transition juste et le financement climatique ; elle a rencontré des négociateurs de l'Ouganda, du Kenya, du Zimbabwe, du Ghana, du Cameroun et de l'Afrique du Sud ; et a échangé avec des ministres et des responsables

de la RDC, du Tchad, du Burkina Faso, de l'Afrique du Sud et du Togo. Lors de la SB64 à Bonn, l'AFSA a poursuivi son engagement dans le cadre des travaux conjoints de Charm el-Cheikh sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'objectif mondial sur l'adaptation, la transition juste et le financement, et a entamé un dialogue avec l'Éthiopie en vue de la COP32 en 2027

- **Capacités de la société civile :** En amont de l'ACS2, l'AFSA a organisé une formation continentale animée par des experts du Groupe africain de négociateurs. Les participants ont approfondi leurs connaissances en matière de science du climat, d'Accord de Paris, de plans d'adaptation nationaux (PAN), d'objectif mondial sur l'adaptation, de financement climatique, de pertes et dommages, ainsi que de transition juste pour l'agriculture africaine, et ont élaboré conjointement des messages pour la COP30.

- **Engagement politique national:** Des dialogues politiques, des actions de renforcement des capacités et des campagnes de mobilisation du public ont été menés dans 11 pays : l'Ouganda, le Kenya, le Togo, la RDC, le Ghana, le Cameroun, la Gambie, le Botswana, le Malawi, l'Éthiopie et le Rwanda, afin de renforcer la prise en compte de l'agroécologie dans les contributions déterminées au niveau national (CDN), les plans nationaux d'adaptation (PNA) et les cadres connexes.
- **Données factuelles et communication:** des notes d'orientation, des prises de position et des supports de plaidoyer ont été utilisés lors de l'ACS2, de la COP30 et de la SB64. Des partenariats avec des journalistes et des influenceurs numériques ont permis de mieux faire comprendre au grand public l'agroécologie en tant que solution climatique concrète et centrée sur les personnes.



COP31 Debrief- Panel of policy makers from various African countries.



Principaux résultats

- L'agroécologie a figuré pour la première fois dans un paragraphe distinct du projet de texte de négociation sur l'agriculture de la COP30, à la suite d'un engagement soutenu auprès des négociateurs, notamment ceux de l'Ouganda et du Zimbabwe.
- L'adoption de l'agroécologie dans les politiques nationales s'est renforcée: le Cameroun a intégré l'agroécologie dans sa contribution nationale déterminée (CDN) révisée; le Togo a validé un budget de transition agroécologique et fait avancer une convention intercommunale; le Botswana a rédigé un cadre politique national type en matière d'agroécologie; et le Rwanda et l'Ouganda ont élaboré des prises de position reconnaissant l'agroécologie comme une solution climatique.
- Les relations de l'AFSA avec le Groupe africain des négociateurs (AGN) se sont renforcées. L'AFSA a été invitée à participer aux processus de coordination, a tenu une réunion bilatérale spécifique avec le président de l'AGN lors de la SB64 et a reçu une reconnaissance publique pour sa contribution aux systèmes alimentaires

durables.

- Les relations avec les gouvernements se sont élargies, notamment grâce à une collaboration précoce avec le ministère éthiopien de la Planification et du Développement en vue de la COP32 et à l'intérêt manifesté par la suite par plusieurs ministres et responsables africains.



Perspectives d'avenir

- Coordonner une coalition de la société civile et définir une position commune africaine sur les systèmes alimentaires en vue de la COP32, notamment en œuvrant à l'élaboration d'un pacte sur les systèmes alimentaires couvrant le financement, le suivi et la responsabilité.
- Renforcer les campagnes nationales en faveur de l'agroécologie au service de l'action pour le climat, les données factuelles à l'appui des politiques et les capacités de la société civile, tout en approfondissant la collaboration avec l'Union africaine, les communautés économiques régionales, les négociateurs et les gouvernements nationaux.



AFSA members
pre-negotiations
debrief and
strategy meeting at
SB664 in Bonn.

outils sur les FMSS.

- Formation des jeunes: une formation de cinq jours organisée avec le Seed Savers Network au Kenya a réuni 40 jeunes issus de plus de 20 pays afin de renforcer le plaidoyer en faveur des lois sur les semences, du FMSS et de la souveraineté semencière.
- Campagne continentale: dans le cadre de la campagne «Seed Is Life» menée tout au long de l'année, l'AFSA a soutenu 12 manifestations en faveur des semences à travers l'Afrique, diffusant des revendications politiques et mobilisant les participants contre les régimes restrictifs en matière de propriété intellectuelle et de semences industrielles. Le nombre de membres du groupe de coordination de la campagne est passé de 86 à 156.

- Engagement au sein de la ZLECA et du Traité sur les ressources phytogénétiques: un atelier francophone organisé à Cotonou a formé 30 délégués issus de 10 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale au protocole de la ZLECA sur les droits de propriété intellectuelle, au système multilatéral, à l'accès et au partage des avantages, ainsi qu'aux informations sur les séquences numériques. Les participants ont élaboré des plans de travail nationaux et deux plans régionaux, tandis que l'AFSA a ensuite facilité la coordination entre la société civile africaine et les négociateurs africains en amont de la réunion de l'Organe directeur du Traité sur les ressources phytogénétiques à Lima.
- Consultation de l'UNDROP avec les agriculteurs: trois consultations régionales menées avec le groupe de travail de l'UNDROP ont permis de recenser les obstacles, les bonnes pratiques et les recommandations concernant le droit aux semences. Les discussions ont porté sur: (1) les mesures prises pour protéger, conserver et partager les semences et les savoirs associés; (2) les principaux obstacles



Groupe de travail sur les systèmes semenciers résilients et l'agroécologie

Introduction

Le groupe de travail «Systèmes semenciers résilients et agroécologie» a renforcé les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs (FMSS), les droits des agriculteurs et la souveraineté semencière par le biais d'analyses politiques, de formations, de campagnes et d'un engagement auprès d'institutions nationales, régionales et internationales. Une attention particulière a été accordée au cadre FMSS de la Commission de l'Union africaine (CUA), au protocole sur les droits de propriété intellectuelle de la ZLECA, aux lois sur les semences inspirées de l'UPOV et au droit des agriculteurs à conserver, échanger et utiliser des semences.

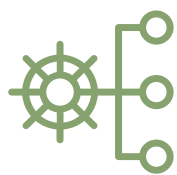


Résumé des activités

- Renforcement des capacités en matière de politiques: l'AFSA a organisé trois sessions en ligne sur la négociation des politiques à l'intention de participants issus de cinq communautés économiques régionales, afin de leur permettre d'utiliser une boîte à

juridiques, économiques, institutionnels et politiques à la concrétisation du droit aux semences ; et (3) les recommandations adressées aux gouvernements, aux organismes régionaux et aux partenaires de développement pour renforcer la mise en œuvre de ce droit.

L'AFSA a également organisé la quatrième Conférence panafricaine sur la gouvernance des semences à N'Djamena, au Tchad, réunissant des décideurs politiques, des organisations d'agriculteurs, des chercheurs, des femmes, des jeunes, la société civile et les médias pour discuter de la transition de la souveraineté semencière à la souveraineté génétique. La conférence a principalement porté sur les prochaines étapes du cadre FMSS de la CUA et sur les menaces que font peser la biodigitalisation et les flux financiers sur le sous-secteur des semences



Principaux résultats

- Faire progresser le dialogue politique national sur la FMSS grâce à un engagement de haut niveau auprès de la commission parlementaire et du ministre de l'Agriculture en Tanzanie.
- Influence exercée sur la politique régionale en matière d'agroécologie grâce à des contributions au projet de loi sur l'agroécologie en Afrique de l'Est présenté à l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA).
- Renforcement de la collaboration régionale et de l'apprentissage entre pays grâce à la quatrième conférence panafricaine sur la gouvernance des semences organisée par l'AFSA, qui a réuni les partenaires du projet CROPS4HD du Tchad, du Niger et de la Tanzanie.
- Renforcement de la voix du Tchad dans les dialogues régionaux et continentaux, notamment lors de la conférence panafricaine sur les semences, sur la biodiversité, les systèmes de semences gérés par les agriculteurs, ainsi que la politique et la gouvernance des semences.
- Des experts ont procédé à un examen critique du cadre FMSS de la CUA, et l'AFSA a élaboré une boîte à outils de communication axée sur les politiques qui continue de soutenir la campagne «Seed Is Life».
- Le processus de Cotonou a lancé un dialogue politique sur le protocole relatif aux semences de la ZLECA au Togo, au Bénin et au Sénégal, et a donné lieu à l'élaboration de trois plans de travail nationaux ainsi que de plans de plaidoyer régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.
- Le rapport de consultation de l'UNDROP a clarifié la portée du droit aux semences et devrait servir de base à la présentation du groupe de travail lors des réunions de l'UPOV qui se tiendront à Genève en Octobre 2026.



Perspectives d'avenir

- Suivre les actions de plaidoyer au niveau national au Cameroun, au Tchad, au Kenya, au Niger, en Tanzanie, au Sénégal et au Zimbabwe.
- Mener des recherches sur les flux financiers et les systèmes semenciers, actualiser la stratégie du groupe de travail sur les semences et consolider les acquis liés au processus politique en Tanzanie et au projet de loi sur l'agroécologie en Afrique de l'Est.
- Influencer le cadre continental FMSS lors du sommet de la CUA sur les semences et du lancement de ce cadre.
- Mener des recherches sur les flux financiers et les semences, comme recommandé lors de la conférence de N'Djamena.
- Consolider les avancées politiques obtenues en Tanzanie en renforçant l'engagement auprès des décideurs politiques nationaux et régionaux et en soutenant la poursuite de l'avancement du projet de loi sur l'agroécologie en Afrique de l'Est.
- Organiser des ateliers ciblés de renforcement des capacités et de planification stratégique dans les pays du programme Crops4hd.
- Mettre à jour la stratégie du groupe de travail sur les semences et participer aux processus de la CDB.



Mobiliser le soutien des citoyens en faveur de systèmes alimentaires durables

Introduction

Le groupe de travail « Citoyens » a mobilisé les citoyens, les marchés et les institutions autour de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire, de la biodiversité et de l'identité alimentaire africaine. Les travaux se sont articulés autour de quatre axes interdépendants : l'Initiative pour la biodiversité, le climat et l'agroécologie du bassin du Congo (COBCAI); la campagne « My Food Is African » ; le commerce transfrontalier de produits agroécologiques ; et le soutien aux entreprises agroécologiques africaines et aux marchés territoriaux.



Résumé des activités

- COBCAI: Dans six pays du bassin du Congo – le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon –, des plateformes nationales multipartites ont été créées ou renforcées, chacune regroupant plus de 20 institutions. Une formation au plaidoyer a été dispensée par l'intermédiaire des six partenaires nationaux; les célébrations «My Food Is African» organisées dans cinq villes ont touché directement plus de 500 personnes et, selon les estimations, 50 000 autres via les médias; et environ 120 personnes ont été formées à l'aide de trois modules pratiques. Les partenaires ont également participé à des consultations sur la COP30, la CEMAC, la CEEAC et la ZLECA, ainsi qu'au suivi de la Déclaration de Kampala de l'UA.
- «My Food Is African»: l'AFSA a participé au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS)+4, à la Plateforme de partenariat du CAADP, au Forum africain sur les systèmes alimentaires et au Plan régional d'investissement dans les systèmes agroalimentaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), tout en apportant son soutien au projet de loi-cadre de la CAE pour la promotion de l'agroécologie. La mobilisation du public a notamment pris la forme du Rassemblement des chefs africains, de formations destinées aux journalistes, de l'initiative «African Food Baskets» et

Le président du Cameroun a signé la loi nationale sur l'agriculture biologique en décembre 2025

Ont renforcé les capacités de 540 acteurs communautaires de la conservation et du développement

L'Afrique de l'Est (CAE), tout en apportant son soutien au projet de loi-cadre de la CAE pour la promotion de l'agroécologie

Les plateformes nationales ont recensé 1,006 entreprises agroécologiques (616 officiellement enregistrées et 390 informelles) et 145 marchés territoriaux dans huit pays.



de la publication de «Breaking the Silence» sur les risques liés aux pesticides. Le lancement du volume II du «Guide aux pieds nus de My Food Is African» a fait passer la campagne du simple récit à la construction concrète d'un mouvement.

- Commerce transfrontalier: des dialogues sur le terrain en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya et au Rwanda ont mobilisé des agriculteurs, des commerçants, des responsables gouvernementaux et des représentants de la société civile. Les consultations nationales et les visites sur le terrain ont touché 320 personnes, tandis que plus de 100 participants issus de sept pays ont adopté la Déclaration de Jinja sur le commerce agroécologique. Deux promotions du programme ESAMI-TRAPCA ont formé 90 participants à la conformité aux mesures SPS/TBT, aux règles d'origine, au régime commercial simplifié et aux outils de commerce numérique. En Ouganda, les parties prenantes ont visité le marché frontalier de Busia et organisé une grande consultation à Bugiri, réunissant plus de 140 participants, tandis que la Tanzanie a accueilli plus de 130 acteurs à Arusha et

Karatu. Au Kenya, l'AFSA a animé un échange sur le terrain à la ferme «Bee My Partner» à Njoro et un dialogue national avec les organismes de réglementation, les médias et les associations frontalières; au Rwanda, les activités ont notamment consisté en une visite du marché de Rubavu et un dialogue politique.

- Entrepreneuriat agroécologique et marchés territoriaux: les plateformes nationales ont recensé 1,006 entreprises agroécologiques (616 officiellement enregistrées et 390 informelles) et 145 marchés territoriaux dans huit pays. Une formation de formateurs en Ouganda a réuni 51 participants, dont 32 femmes et 19 hommes, et une formation sur les marchés territoriaux a rassemblé 40 participants issus de sept pays. L'AFSA a également formé 20 journalistes issus de 10 pays et réuni 36 acteurs du marché en Tanzanie.
- Le soutien au renforcement des capacités concernant les entreprises agroécologiques (AAE) et les marchés territoriaux (MT) a bénéficié à 222 entreprises et a permis de consolider 21 marchés territoriaux.

Les consultations nationales et les visites sur le terrain ont touché 320 personnes

100 participants issus de sept pays ont adopté la Déclaration de Jinja sur le commerce agroécologique

des capacités concernant les entreprises agroécologiques (AAE) et les marchés territoriaux (MT) a bénéficié à 222 entreprises et a permis de consolider 21 marchés territoriaux

Principaux résultats

- Le président du Cameroun a signé la loi nationale sur l'agriculture biologique en décembre 2025 à la suite d'un plaidoyer coordonné mené par des acteurs de la société civile. Cela a marqué une avancée politique majeure et a clairement démontré que le modèle du COBCAI, fondé sur un engagement durable et collaboratif de la société civile, peut contribuer à un changement politique contraignant.
- Les plateformes du COBCAI ont créé des structures de coordination durables, ont renforcé les capacités de 540 acteurs communautaires de la conservation et du développement et ont formulé des recommandations politiques, deux ministères s'étant engagés à y donner suite.
- La campagne « My Food Is African » a renforcé les réseaux de chefs cuisiniers, de journalistes et de citoyens, et a ouvert des voies politiques concrètes par le biais du CAADP et du RASIP de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). L'Assemblée de l'Afrique de l'Est (EALA) a adopté une motion promouvant l'agroécologie et s'est engagée à faire avancer le projet de loi sur l'agroécologie de la CAE.



- Le gouvernement tanzanien a cherché à établir une collaboration autour d'un marché agroécologique à la frontière de Rusumo et a nommé SHIWAKUTA, membre de l'AFSA, au poste de vice-président du Comité consultatif national sur l'agroforesterie. Le comté de Busia, au Kenya, a attribué des emplacements sur le marché à des commerçants agroécologiques, et le Rwanda a mis en place une crèche pour les commerçantes au marché de Rubavu.
- Cinq forums régionaux d'entreprises organisés en Ouganda ont généré plus de 117 liens commerciaux et financiers; 17 des 35 entreprises ayant participé à des «bootcamps» ont amélioré leur comptabilité et leur gestion financière numérique; et au moins sept mesures politiques ont permis d'obtenir des engagements visant à reconnaître les entreprises agroécologiques et les marchés territoriaux dans la planification publique.



Perspectives d'avenir

- Finaliser les plateformes nationales COBCAI et les analyses politiques, organiser la deuxième réunion des parties prenantes du bassin du Congo et lancer une plateforme de connaissances en libre accès.



- Tirer parti de la sixième Conférence continentale sur les systèmes alimentaires et du volume II du « Barefoot Guide » pour renforcer la mobilisation citoyenne, les initiatives menées par les chefs cuisiniers et les écoles, l'engagement des médias et le plaidoyer politique.
- Mettre en œuvre la Déclaration de Jinja grâce à un engagement auprès des institutions de l'EALA et de la CAE, tout en développant le mentorat des entreprises, la préparation à l'investissement, les systèmes de garantie des produits (PGS), les liens entre marchés territoriaux et la Communauté de pratique africaine sur le tourisme alimentaire et culturel.
- Pour pérenniser ces acquis, l'AFSA continuera à soutenir le réseau des chefs de la MFIA, la communauté de pratique des journalistes et les plateformes nationales grâce à des plans d'action plus clairs, un engagement régulier, des campagnes conjointes et une documentation rigoureuse des résultats.
- En matière de commerce transfrontalier, l'AFSA renforcera encore ses collaborations avec un comité consultatif et le futur protocole d'accord AFSA-EALA, tout en faisant progresser des réformes telles que la mise en place de guichets verts aux postes-frontières, l'amélioration des entrepôts frigorifiques et des plateformes numériques, ainsi que des campagnes de sensibilisation du public afin de placer le commerce agroécologique au cœur de l'intégration est-africaine.
- En ce qui concerne les marchés territoriaux, l'AFSA continuera à renforcer les liens entre les marchés territoriaux, les capacités des entreprises et l'accès au marché pour les PME agroécologiques, tout en étendant les enseignements tirés en Tanzanie et en Ouganda à d'autres pays.



Groupe de travail «Terre et agroécologie»

Introduction

Cette année a été marquée par un renouveau stratégique, un renforcement institutionnel et un engagement continental accru. Guidé par une campagne continentale triennale récemment adoptée, le groupe de travail a consolidé ses structures de gouvernance, étendu ses programmes centrés sur les agriculteurs à six pays africains, renforcé son engagement politique aux niveaux régional et mondial, produit des travaux de recherche et des supports de connaissance influents, et fait progresser un programme de plaidoyer à l'échelle du continent sur les droits fonciers, la restauration des sols et les transitions agroécologiques.





Résumé des activités

- Coordination et élaboration de la campagne: des réunions stratégiques organisées en Ouganda et en Éthiopie ont permis d'obtenir l'aval de l'Assemblée générale annuelle (AGA) pour la nouvelle campagne et d'élire une nouvelle direction. Le groupe de travail a également renforcé la planification de la mobilisation des ressources et poursuivi sa participation au Programme mondial de leadership en agroécologie.
- « Healthy Soil Healthy Food » (HSHF): la phase II a été lancée pour la période de juillet 2025 à juin 2028 en Ouganda, au Kenya, au Malawi, au Togo, au Sénégal et au Burkina Faso, en mettant l'accent sur la formation des agriculteurs, la commercialisation d'intrants biologiques et le plaidoyer fondé sur des données probantes. Onze centres HSHF ont contribué à une nouvelle publication et à la réalisation de courtes vidéos. Au Kenya, BIOGI a formé 13 formateurs de formateurs (dont neuf femmes), a apporté son soutien à 25 agriculteurs supplémentaires et a constitué huit groupes regroupant 45 formateurs. En Ouganda, l'AFIRD a formé 10 formateurs communautaires (dont cinq femmes), qui ont sensibilisé 130 agriculteurs (dont 79 femmes), et a mis en place un point de vente d'intrants biologiques. Au Burkina Faso, BioProtect a perfectionné 18 formateurs, formé 19 jeunes prestataires de services phytosanitaires et touché 576 agriculteurs, tout en ouvrant un point de vente d'intrants agroécologiques.
- Recherche et apprentissage : lancement d'une recherche-action participative dans trois centres HSHF (BIOGI – Kenya, SFHC – Malawi et BioProtect GIE – Burkina Faso), intégrant des essais à la ferme, des comités de recherche d'agriculteurs et des partenariats universitaires afin de générer des données probantes en faveur des pratiques et des politiques

agroécologiques.

- Renforcement des capacités: SABESA, une initiative d'une durée de 42 mois menée en Ouganda, au Kenya et au Malawi, a été lancée afin de renforcer les repas scolaires et universitaires fondés sur l'agroécologie. Trois visites d'échange entre partenaires de CAFOD et trois ateliers virtuels ont permis de partager des approches pratiques concernant les sols, les semences, l'eau, l'élevage et la conception de programmes. Une plateforme d'agroécologie urbaine a également été mise en place et rassemble désormais 80 membres dans plus de 30 pays.
- Engagement politique: l'AFSA a soutenu le processus d'élaboration du projet de loi sur l'agroécologie de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) par le biais d'un engagement auprès de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA); elle a contribué aux consultations régionales du COMESA sur le plan d'investissement; elle a exploré des possibilités de collaboration avec la CEDEAO/ARAA; et elle a engagé un dialogue avec la SADC/CCARDESA sur la recherche et l'éducation. À l'échelle mondiale, l'AFSA a apporté le point de vue de la société civile lors de la Conférence sur la politique foncière en Afrique et de l'ICARRD+20, en remettant en cause les discours sur l'accaparement des terres et en promouvant la justice agraire.



Principaux résultats

- La campagne «Protégeons nos terres, restaurons nos sols» et la nouvelle direction du groupe de travail ont été officiellement adoptées, donnant ainsi à la politique foncière et pédologique une orientation continentale plus claire.
- BIOGI a contribué à l'élaboration et au lancement de la politique d'agroécologie du comté de Vihiga, tandis que les recherches menées par les agriculteurs et les analyses de sol ont permis de renforcer les données disponibles pour l'élaboration du budget du comté.
- Le PAR a été mis en place dans trois centres, l'ouvrage «Dessolssains, une alimentation saine, des communautés saines» a été publié.
- L'engagement régional a contribué à faire avancer le projet de loi sur l'agroécologie de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et à renforcer la prise en compte de l'agroécologie dans les discussions politiques au sein du COMESA, de la SADC et de la CEDEAO.
- La recherche-action participative a débuté dans les centres HSHF au Kenya, au Malawi et au Burkina Faso. Un manuscrit sur la résilience agroécologique s'est appuyé sur les données de 194 participants issus de 17 districts ougandais, tandis que les essais de biofertilisants menés par les agriculteurs et les notes d'orientation ont renforcé la base de données factuelles pour le plaidoyer. Les webinaires de l'ASANE ont mis en relation des chercheurs et des praticiens de 21 pays, et le cours d'agroécologie PrAectiCe a été rendu accessible au public via RUFORUM et SmartStep.
- Lancement d'une nouvelle initiative intitulée «plateforme d'agroécologie urbaine», coordonnée par le groupe de travail sur les terres (Land WG) mais rassemblant tous les groupes de travail de l'AFSA. Cette plateforme compte désormais 80 membres répartis dans plus de 30 pays



Perspectives d'avenir

- Mise en œuvre complète de la phase II du HSHF dans les six pays, comprenant la formation des agriculteurs, le déploiement de programmes de formation des formateurs et la commercialisation des intrants biologiques, le tout encadré par une réunion en présentiel des partenaires du HSHF.
- Planification et organisation d'une conférence continentale sur les biofertilisants (prévue en juin 2027), s'appuyant sur les données du HSHF pour faire progresser les écosystèmes d'intrants biologiques et le développement d'un marché vert à l'échelle du continent.
- Achèvement et diffusion du document de recherche de fond de la campagne sur la terre, fournissant la base analytique de la campagne de plaidoyer «Protégeons nos terres, restaurons nos sols» et de son déploiement à l'échelle continentale.
- Poursuite de l'engagement dans le processus d'élaboration du projet de loi sur l'agroécologie de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et d'autres cadres législatifs régionaux, en vue d'ancrer l'agroécologie dans l'architecture politique et d'investissement de l'Afrique de l'Est et de l'Union africaine.
- Déploiement à plus grande échelle de l'initiative d'agroécologie urbaine et périurbaine par le biais de la Communauté de pratique, en renforçant l'engagement de plusieurs villes et en constituant un réseau de champions de l'agroécologie urbaine à travers l'Afrique.
- Poursuite de l'investissement dans la production de connaissances par le biais de la série de webinaires de l'ASANE, de la série d'ateliers CAFOD-AFSA et du programme mondial de leadership en agroécologie de l'IfA, afin de renforcer l'écosystème des praticiens et des défenseurs de l'agroécologie en Afrique.



Groupe de travail sur la jeunesse

Introduction

Le groupe de travail « Jeunesse et agroécologie » est la plateforme de l'AFSA destinée aux jeunes qui œuvrent en faveur de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et des systèmes alimentaires menés par les communautés. Sur un continent où plus de 60 % de la population a moins de 35 ans, le groupe de travail est passé d'une plateforme informelle pour les jeunes à un réseau reconnu et structuré, doté d'une stratégie continentale, de capacités de recherche renforcées et de priorités de plaidoyer définies par les jeunes eux-mêmes.



Résumé des activités

- Élaboration d'une stratégie: seize jeunes leaders issus de dix pays africains ont tenu la première réunion de planification stratégique du groupe de travail officiellement reconnu. Ils ont adopté une mission et une vision communes et ont défini des objectifs, des indicateurs et des activités alignés sur les six piliers de la théorie du changement de l'AFSA.
- Renforcement des mouvements nationaux: les participants ont fait le point sur les progrès réalisés depuis le Sommet des mille jeunes Africains de 2024. Au Zimbabwe, un groupe national de jeunes sur la justice climatique et l'agroécologie a été créé; l'un de ses membres a rejoint le conseil d'administration de PELUM Zimbabwe et les jeunes se sont mobilisés autour du projet de loi national sur la gestion du changement climatique. Au Ghana, les jeunes ont établi des partenariats avec les assemblées locales pour la formation des agriculteurs et la distribution locale de semences, et ont soutenu le plaidoyer en faveur d'une politique nationale d'agroécologie. Des réseaux, festivals, initiatives scolaires et activités de recherche connexes se sont développés au Bénin, au Togo, en Éthiopie, en Tunisie, en Zambie, en Ouganda, au Kenya et au Nigeria.
- Données générées par les jeunes: une formation à la recherche-action participative a aidé les jeunes à produire et à utiliser des données issues de la communauté. Le soutien à la recherche-action participative s'est étendu à de jeunes membres au Malawi, au Kenya, au Togo et au Nigeria, renforçant ainsi leur rôle de chercheurs et de détenteurs de connaissances.
- Apprentissage et plaidoyer à l'échelle continentale: la série de webinaires «2026», intitulée «Sowing Sustainable Futures» (Semer un avenir durable), a débuté en mai par une session consacrée à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie. Les jeunes ont également élaboré un projet de campagne continentale sur la réglementation des aliments ultra-transformés et ont convenu d'associer d'autres groupes de travail de l'AFSA avant son lancement.
- Souveraineté des semences et échange numérique: une formation résidentielle de cinq jours organisée avec le Seed Savers Network au Kenya a réuni 40 jeunes leaders

issus de plus de 20 pays et a abouti à l'élaboration d'une stratégie continentale de plaidoyer contre les lois restrictives sur les semences et les systèmes de gestion des semences à grande échelle (FMSS). En partenariat avec le Centre de recherche sur l'apprentissage environnemental de l'université de Rhodes, les jeunes ont été formés à l'élaboration et à la gestion d'une plateforme en ligne dédiée à l'échange de connaissances en agroécologie.



Principaux résultats

- La reconnaissance officielle au sein de l'AFSA a donné aux jeunes une place bien définie dans la gouvernance et la programmation, et a jeté des bases plus solides pour un leadership intergénérationnel.
- La première stratégie a aligné les priorités des jeunes sur la théorie du changement de l'AFSA et a établi un cadre commun pour la planification, la reddition de comptes et la mobilisation des ressources.
- Les rencontres continentales se sont traduites par des initiatives nationales visibles et un engagement politique, notamment le leadership des jeunes au Zimbabwe et la collaboration avec les collectivités locales et le mouvement agroécologique au Ghana.
- La série de webinaires a créé un espace d'apprentissage continental bilingue à faible coût, tandis que la recherche-action (PAR) a renforcé la capacité des jeunes à générer des données factuelles solides pour le plaidoyer.
- La campagne émergente contre les aliments ultra-transformés a donné au groupe de travail un axe de plaidoyer continental porté par les jeunes, complété par une stratégie de souveraineté semencière et une plateforme de ressources numériques



Perspectives d'avenir

- Construire et mettre en relation les mouvements de jeunesse nationaux, les champions et les mentors, grâce à une planification délibérée de la relève et à une participation renforcée entre les réunions.
- Développer les capacités en matière de politiques et de recherche, soutenir les jeunes journalistes et remettre en question les discours qui présentent l'agriculture industrielle et les aliments ultra-transformés comme des symboles de progrès.
- Encourager l'adoption par les jeunes de pratiques agroécologiques, mettre en avant les opportunités de moyens de subsistance et renforcer les partenariats ainsi que la mobilisation des ressources au sein de l'AFSA et au-delà.

Défis communs aux cinq domaines d'intervention

Plusieurs défis sont revenus de manière récurrente dans l'ensemble du portefeuille de programmes et sont donc présentés ici de manière groupée plutôt que d'être répétés sous chaque groupe de travail:

- Les contraintes de ressources ont limité l'ampleur et la continuité de l'engagement au niveau national, de la participation aux espaces de décision, de la recherche, de la communication et du suivi. Les retards de financement ont également ralenti certaines activités liées aux semences et à la santé des sols.
- L'instabilité politique, les perturbations en matière de santé publique et le rétrécissement de l'espace civique ont affecté le travail dans des pays tels que le Togo, le Kenya, le Malawi, le Niger et certaines parties du bassin du Congo, obligeant les partenaires à adapter leurs calendriers et leurs approches de plaidoyer.
- Les processus politiques gouvernementaux et régionaux sont restés lents. Les engagements en faveur de l'agroécologie ne se sont pas toujours traduits par des budgets, des mandats ou une mise en œuvre, tandis que la collaboration avec certaines communautés économiques régionales a été difficile à maintenir.
- Les disparités en matière de capacités, de conformité et de coordination entre les partenaires ont retardé la mise en œuvre et l'établissement des rapports dans certains pays. L'élargissement des portefeuilles a également exercé une pression sur les petites équipes de coordination et rendu plus difficile un suivi cohérent entre les réunions.
- L'accès aux marchés est resté entravé par des lacunes en matière de normes, de certification, de conditionnement et de financement ; par des barrières tarifaires et non tarifaires ; par des procédures douanières fastidieuses ; par une mise en œuvre insuffisante des accords commerciaux simplifiés ; et par une reconnaissance limitée des systèmes de garantie participatifs. Les femmes commerçantes ont été confrontées à des obstacles supplémentaires liés aux infrastructures et aux responsabilités familiales.
- L'agriculture industrielle, les régimes restrictifs en matière de semences et de commerce, les denrées alimentaires importées et les produits ultra-transformés ont continué à façonner les politiques et les perceptions du public. Des données probantes durables, des alternatives concrètes et une communication renforcée avec les citoyens sont nécessaires pour faire évoluer ces discours.
- La participation des jeunes et la continuité du leadership nécessitent un accompagnement continu, une documentation et une planification de la relève à mesure que les membres changent de rôle, entrent dans la vie active ou dépassent la catégorie des jeunes.

Communications

Introduction

Au cours de la période 2025-2026, la fonction de communication de l'AFSA est passée d'une phase d'expansion à une phase de consolidation. Elle a renforcé le rôle de l'AFSA en tant que porte-parole continental en matière d'agroécologie, de souveraineté alimentaire et de justice climatique. Quatre publications régulières ont permis de relayer ce travail : le Weekly Media Digest, The Voice of AFSA, la lettre d'information trimestrielle de l'AFSA et le podcast The Battle for African Agriculture. Ces supports ont été complétés par un site web remanié, des campagnes de publication, des actions de sensibilisation auprès des journalistes et une communication plus forte sur les réseaux sociaux.

Résumé des activités

La Revue de presse hebdomadaire a maintenu son rythme hebdomadaire tout au long de l'année. Les éditions en anglais étaient diffusées tous les mercredis et celles en français tous les jeudis. La Revue de presse sélectionnait des actualités, des études et des commentaires fiables à l'intention des membres, des partenaires et des journalistes. Elle est restée une source importante d'informations d'actualité et a contribué à relier les différentes initiatives au sein du mouvement de l'AFSA.

« The Voice of AFSA » a continué à dresser le portrait de personnalités du mouvement agroécologique. Parmi les personnalités mises à l'honneur figuraient Josephine Akia Luymibazi de PELUM Ouganda, Sena Alouka de JVE, le Dr Million Belay et le révérend Tolbert Thomas Jallah Jr., le nouveau président du conseil d'administration de l'AFSA. Ces portraits ont donné une plus grande visibilité aux dirigeants des membres et aux personnes qui œuvrent en coulisses pour l'AFSA.

La lettre d'information trimestrielle de l'AFSA est devenue une publication institutionnelle régulière. Les numéros ont couvert les périodes d'avril 2025, mai-août 2025, septembre-décembre 2025 et janvier-mars 2026. Publiée en anglais et en français, cette lettre d'information rendait compte des programmes, de l'engagement politique et des résultats des groupes de travail. Elle a également renforcé la mémoire institutionnelle et constitué une référence utile pour l'élaboration des rapports.



Le podcast « The Battle for African Agriculture » a été lancé en août 2025. En juin 2026, le Dr Million Belay avait animé 32 épisodes hebdomadaires. Parmi les invités figuraient des universitaires, des agriculteurs, des militants, des avocats et des penseurs politiques. Les discussions ont porté sur l'héritage colonial, le pouvoir des entreprises, la souveraineté semencière, les pesticides, la justice climatique, la terre, les marchés et les alternatives menées par les Africains. Le podcast a créé un espace durable propice à un débat public plus approfondi, allant au-delà des messages de campagne succincts.

L'AFSA a également lancé un site web remanié, www.afsafrica.org organisé autour de ses campagnes panafricaines et de sa théorie du changement. Le site comprend une bibliothèque de connaissances consultable et présente les 48 organisations membres de l'alliance réparties dans 50 pays africains.

Les publications ont été accompagnées de campagnes de diffusion intégrées, qui ont constitué une autre avancée significative de l'année en combinant webinaires, résumés concis par e-mail et promotion coordonnée sur les réseaux sociaux. L'engagement auprès des médias est resté au cœur des activités. L'AFSA a maintenu un réseau WhatsApp regroupant plus de 50 journalistes panafricains spécialisés en agroécologie, avec plus de 40 membres actifs issus de plus de 30 pays. Trois sessions de formation ont permis de renforcer la couverture médiatique sur l'agroécologie, la transformation des systèmes alimentaires, le commerce transfrontalier et la souveraineté alimentaire.

L'AFSA a également publié plus de 25 communiqués, notes d'orientation, déclarations et rapports majeurs au cours de l'année. Parmi les publications phares figuraient des travaux sur la Banque africaine de développement, la santé des sols et l'alimentation, le Plan d'action africain pour les engrais et la santé des sols, la souveraineté semencière et le commerce agroécologique transfrontalier.

Principaux résultats

- Le «Weekly Media Digest» a été publié sans interruption en anglais et en français, consolidant ainsi sa place parmi les supports de communication les plus fiables de l'AFSA.
- La Lettre trimestrielle s'est imposée comme

un compte rendu bilingue des travaux de l'AFSA, tandis que « La Voix de l'AFSA » a renforcé la visibilité de ses membres et l'identité du mouvement.

- La rubrique « Histoires d'agroécologie sur le terrain » est devenue l'un des formats les plus performants de l'AFSA sur les réseaux sociaux, suscitant un fort engagement sur LinkedIn, Facebook et X.
- L'audience numérique a augmenté sur les principales plateformes : X a atteint 11 500 abonnés ; Facebook 5 900 ; Instagram 4 300 ; LinkedIn 5 400 après son lancement en juillet 2025 ; et Mailchimp 5 200 abonnés.
- Le podcast a atteint 32 épisodes et a renforcé la position de l'AFSA en tant que source continentale d'analyse et de leadership éclairé sur l'agriculture et les systèmes alimentaires africains.

Défis et enseignements

La multiplication des publications hebdomadaires et trimestrielles a mis à rude épreuve une petite équipe disposant d'un budget limité. La production bilingue a également nécessité un travail minutieux de traduction et d'adaptation culturelle. De plus, l'AFSA a pu mesurer plus facilement l'audience et l'engagement que son influence en matière de politiques ou de plaidoyer. Cette année a confirmé la nécessité de donner la priorité aux produits les plus performants, de planifier les publications sous forme de campagnes intégrées et d'élaborer un cadre plus clair pour mesurer les résultats des actions de communication.

Perspectives d'avenir

L'AFSA s'attachera à renforcer la portée et l'influence des plateformes existantes plutôt qu'à en créer de nombreuses nouvelles. La priorité sera donnée au podcast « Stories from the Ground » et à la lettre d'information trimestrielle. Les publications et les documents d'orientation continueront de bénéficier d'un soutien coordonné via le web, les e-mails, les webinaires et les réseaux sociaux. La communication autour des grands rassemblements continentaux couvrira la préparation, la couverture en direct et le suivi à long terme. L'AFSA investira également dans LinkedIn et YouTube, nouera des relations avec des influenceurs numériques africains et améliorera la mesure de l'impact des discours et des politiques.

Suivi, évaluation et apprentissage

Introduction

Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEL) ont favorisé la responsabilisation, la production de données factuelles et la gestion adaptative tout au long de la période 2025-2026. L'AFSA a renforcé les systèmes à l'échelle de l'organisation et au niveau des projets dans le cadre du Cadre stratégique 2025-2029 et de la stratégie MEL. L'accent a été mis non plus sur le simple décompte des activités, mais sur la compréhension des changements intervenus dans les politiques, les pratiques, les relations et les comportements institutionnels.

Renforcement des systèmes MEL

L'AFSA a affiné les fiches de référence des indicateurs afin d'harmoniser les définitions, les exigences en matière de rapports et la qualité des données entre les programmes. Elle a également développé des systèmes spécifiques aux programmes, notamment la stratégie MEAL de SABESA et les fiches de référence des indicateurs associées. Des outils en ligne ont été mis en place pour accompagner le premier examen annuel du cadre stratégique et renforcer le suivi des performances organisationnelles.

Suivi et évaluation

L'AFSA a mené 15 visites d'appui au suivi dans différents programmes et pays. Ces visites combinaient l'examen de documents, l'observation sur le terrain, la consultation des partenaires et la collecte de résultats (Outcome Harvesting). Elles ont été utilisées comme des exercices d'apprentissage commun plutôt que comme de simples contrôles de conformité. Les conclusions ont alimenté les rapports destinés aux bailleurs de fonds et les rapports annuels, ainsi que les révisions de programmes et les ajustements de mise en œuvre.

Une évaluation majeure a été menée à bien : l'évaluation à mi-parcours du programme « Transformer les systèmes alimentaires africains ». L'AFSA a accompagné l'ensemble du processus, notamment l'élaboration du cahier des charges, le recrutement des consultants, la méthodologie, les outils, le lancement du projet et l'examen du rapport. L'évaluation a mis en évidence des progrès significatifs en matière de renforcement des réseaux, d'engagement politique et de collaboration institutionnelle. Elle a également identifié la nécessité de mieux mesurer les changements de comportement et de mettre en place des systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) au niveau des partenaires.

Récolte des résultats et apprentissage

La collecte des résultats est restée la principale approche de l'AFSA pour documenter les changements comportementaux, politiques et institutionnels. Seize sessions ont réuni le personnel du Secrétariat, les partenaires de mise en œuvre et les organisations membres. Les conclusions ont mis en évidence des changements que les indicateurs conventionnels négligent souvent et ont alimenté la réflexion stratégique, les rapports, les bilans annuels, les supports d'apprentissage et la synthèse des données probantes.

Gestion des capacités et des connaissances

L'AFSA a formé 112 membres du personnel, membres et partenaires au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage (MEL), à la collecte des résultats, à l'établissement de rapports, à l'élaboration d'indicateurs et à l'apprentissage organisationnel. Son premier cours d'initiation en ligne structuré a rendu la formation plus accessible et a suscité une demande de soutien avancé en matière d'évaluation, d'analyse des données et d'utilisation des données probantes. Le mentorat et l'examen technique ont également amélioré la cohérence des rapports des partenaires.

Une quarantaine de rapports, de témoignages sur les résultats, de lettres d'information et d'autres supports d'apprentissage ont été produits. L'AFSA a également finalisé le Rapport stratégique sur la performance et l'apprentissage 2020-2024, qui consolide les données issues du cycle stratégique précédent et éclaire la mise en œuvre du nouveau cadre.

Défis

Les capacités des partenaires en matière de suivi et d'évaluation (MEL) sont restées inégales. De nombreuses organisations ne disposaient pas de personnel dédié au suivi et à l'évaluation, et certaines utilisaient des outils obsolètes ou incomplets. La qualité et la ponctualité des rapports variaient, ce qui a entraîné des lacunes dans les données lors de la consolidation. La mobilisation citoyenne,

le changement de discours et l'influence sur les politiques sont également restés difficiles à mesurer de manière cohérente. Le suivi s'appuyait encore largement sur des données qualitatives et les auto-évaluations des partenaires, tandis que le manque de ressources limitait les visites, les vérifications et le soutien technique.

Enseignements clés

- L'intégration du MEL dès la conception du programme améliore la qualité des données et facilite l'adaptation.
- La méthode « Outcome Harvesting » est utile pour saisir les changements politiques, institutionnels et comportementaux, mais elle doit être utilisée en complément d'autres méthodes de suivi.
- Les visites de suivi sont plus enrichissantes lorsque les partenaires les perçoivent comme un soutien collaboratif plutôt que comme des contrôles de conformité.
- Les outils numériques et l'intelligence artificielle peuvent améliorer l'analyse et l'efficacité, mais ils doivent s'accompagner d'un renforcement des capacités des partenaires et de contrôles rigoureux de la qualité des données.

Perspectives

- Renforcer l'assurance qualité des données, les systèmes de reporting des membres et la production de données factuelles.
- Développer l'« Outcome Harvesting » tout en améliorant l'équilibre entre les données qualitatives et quantitatives.
- Développer des tableaux de bord interactifs sur la performance organisationnelle et des outils de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) responsables, soutenus par l'IA.
- Accroître l'utilisation des conclusions du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage (MEL) dans les décisions relatives aux programmes, l'apprentissage stratégique et la communication

Statistiques (2025-2026)

INDICATEUR DE RÉSULTAT	RÉALISATION 2025-2026	CE QUE LE RÉSULTAT RÉVÈLE
CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AGROÉCOLOGIE		
Pays ayant mis en place un dialogue politique national, un renforcement des capacités ou une mobilisation	11 pays	L'agroécologie a progressé dans les CDN, les PNA et les cadres climatiques connexes.
SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE ET SYSTÈMES SEMENCIERS GÉRÉS PAR LES AGRICULTEURS		
Sessions de négociation politique en ligne	3 sessions pour 5 représentants des CER	Acteurs régionaux formés à l'utilisation de la boîte à outils politique du FMSS.
Formation des jeunes aux politiques semencières	40 jeunes formés, issus de 20 pays.	Une cohorte continentale renforcée sur les lois sur les semences, le FMSS et la souveraineté semencière.
Célébrations « Les semences, c'est la vie »	12 célébrations organisées	Mobilisation publique coordonnée contre les régimes restrictifs en matière de semences.
Coordination de la campagne – effectifs du groupe	86 156 (augmentation du nombre de membres)	Croissance substantielle de la base organisationnelle de la campagne.
Atelier sur la ZLECA et le Traité sur les ressources phytogénétiques	30 délégués issus de 10 pays	Renforcement des capacités de plaidoyer aux niveaux national et régional.
Élaboration de plans de plaidoyer	3 plans nationaux + 2 plans régionaux.	La formation s'est traduite par des plans d'action pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.
MOBILISATION DES CITOYENS, ENTREPRISES ET MARCHÉS		
Plateformes nationales du COBCAI	6 pays / plus de 20 institutions dans chacun	Coordination multipartite mise en place ou renforcée dans l'ensemble du bassin du Congo.
Célébrations « My Food Is African »	5 villes / plus de 500 participants directs / 50 000 personnes touchées par les médias	La mobilisation communautaire a été amplifiée par les médias.
Stagiaires des modules pratiques du COBCAI	3 modules	Renforcement des capacités pratiques des acteurs communautaires et institutionnels.
Dialogues et consultations transfrontaliers sur le terrain	320 personnes / 4 pays	Agriculteurs, commerçants, responsables et représentants de la société civile ont contribué à définir l'agenda commercial.
Adoption de la Déclaration de Jinja	Plus de 100 personnes / 7 pays	Une position commune a été définie sur le commerce agroécologique.
Formation sur le commerce ESAMI–TRAPCA	2 promotions / 90 participants	Renforcement des capacités en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et d'obstacles techniques au commerce (TBT), de règles d'origine et d'outils de commerce numérique.
Consultations nationales en Ouganda et en Tanzanie	Plus de 140 en Ouganda / plus de 130 en Tanzanie	Une forte participation nationale a permis de consolider l'engagement politique régional.
Cartographie des entreprises agroécologiques	1 006	616 entreprises formelles et 390 informelles ont été identifiées en vue d'un soutien et de mesures politiques.

INDICATEUR DE RÉSULTAT	RÉALISATION 2025-2026	CE QUE LE RÉSULTAT RÉVÈLE
Marchés territoriaux cartographiés	145 / 8 pays	Une base factuelle plus solide a été constituée pour le développement des marchés.
Formation des formateurs de l'AAE	51 (32 femmes ; 19 hommes)	Les femmes représentaient 63 % des participants.
Formation sur les marchés territoriaux	40 / 7 pays	Renforcement des acteurs des marchés régionaux grâce à l'apprentissage partagé.
Journalistes formés aux AAE et aux marchés territoriaux	20 / 10 pays	Renforcement des capacités des médias à l'échelle du continent.
Entreprises bénéficiant d'un soutien au renforcement des capacités	222	Renforcement des capacités des entreprises, de leur préparation au marché et de leur plaidoyer collectif.
Marchés territoriaux renforcés	21	Le soutien direct est allé au-delà de la cartographie pour s'étendre au développement des marchés.
Autonomisation des acteurs du COBCAI	540	Le leadership en matière de conservation et de développement communautaires a été renforcé.
Forums régionaux des entreprises	5 forums / plus de 117 liens	De nouveaux liens ont été créés dans les domaines du marché et de la finance.
Amélioration de la gestion financière des entreprises ayant participé au « bootcamp ».	17 sur 35 (49 %)	Amélioration de la comptabilité et de la gestion financière numérique.
Engagements en matière de politiques et d'actions	Au moins 7 engagements pris	Reconnaissance des AAE et des marchés territoriaux intégrée dans la planification publique.
SOLS SAINS, TERRAINS ET AGROÉCOLOGIE		
Empreinte de la phase II du HSHF	6 pays / 11 centres	Une plateforme multipays dédiée à la formation des agriculteurs, aux intrants biologiques et à la production de données factuelles.
Formation au Kenya et groupements d'agriculteurs	13 formations de formateurs ; 25 agriculteurs ; 8 groupes d'agriculteurs ; 45 formateurs	Un système multiplicateur a permis de développer l'apprentissage mené par les agriculteurs.
Portée des formateurs auprès des agriculteurs en Ouganda	10 formateurs 130 agriculteurs	Les femmes représentaient 61 % des agriculteurs touchés.
Capacités et nombre d'agriculteurs touchés au Burkina Faso	18 formateurs ; 19 animateurs jeunesse ; 576 agriculteurs	La formation a établi un lien entre les services aux agriculteurs, le rôle des jeunes et l'accès aux intrants biologiques.
Sites de recherche-action participative	3 centres / 3 pays	Des essais en exploitation ont mis en relation les agriculteurs, les comités de recherche et les universités.
Échanges d'apprentissage CAFOD	3 visites + 3 ateliers virtuels	L'apprentissage entre pairs a renforcé la conception et la mise en œuvre des programmes en agroécologie.
Plateforme d'agroécologie urbaine	80 membres / plus de 30 pays	Une nouvelle plateforme d'apprentissage intergroupes de travail a rapidement acquis une portée continentale.

INDICATEUR DE RÉSULTAT	RÉALISATION 2025-2026	CE QUE LE RÉSULTAT RÉVÈLE
Étude sur la résilience agroécologique	194 participants / 17 districts	Données générées pour l'élaboration des politiques et la mise en œuvre sur le terrain en Ouganda.
Portée des webinaires de l'ASANE	21 pays	Des chercheurs et des praticiens mis en relation entre différentes régions.
LEADERSHIP DES JEUNES		
Planification stratégique continentale pour la jeunesse	16 leaders / 10 pays	Le groupe de travail sur la jeunesse a défini des priorités, des indicateurs et des activités communs.
Cohorte « souveraineté semencière » des jeunes	40 leaders / plus de 20 pays	Une stratégie de plaidoyer continentale a été élaborée. *Graines*
COMMUNICATION ET CHANGEMENT DE RÉCIT		
Publications régulières	4	Le « Media Digest », « Voice of AFSA », la lettre d'information trimestrielle et le podcast ont permis de faire entendre la voix de l'AFSA.
Production de podcasts	32 épisodes	Des analyses hebdomadaires approfondies ont renforcé le leadership d'opinion.
Réseau panafricain de journalistes	Plus de 50 membres issus de plus de 30 pays	Une importante communauté médiatique a soutenu les reportages sur l'agroécologie.
Sessions de formation pour les journalistes	3	Capacités de reportage renforcées sur les systèmes alimentaires, le commerce et la souveraineté.
Principales prises de position, notes d'information, déclarations et rapports	Plus de 25	Les données et les positions ont été systématiquement traduites en publications destinées au grand public.
Audience numérique et abonnés	32 300 au total	X 11 500 ; Facebook 5 900 ; Instagram 4 300 ; LinkedIn 5 400 ; Mailchimp 5 200. *Audiences non uniques.
SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE		
Visites de suivi	15 visites auprès des membres	Le suivi conjoint a permis d'éclairer les rapports, les revues de programme et leur adaptation.
Principales évaluations réalisées	1	L'évaluation à mi-parcours du TAFS a donné lieu à des recommandations stratégiques.
Séances de synthèse des résultats	16	Les changements politiques, comportementaux et institutionnels ont été documentés.
Personnes formées au suivi, à l'évaluation et à l'apprentissage (MEL)	112	Le personnel, les membres et les partenaires ont renforcé leurs compétences en matière de MEL, de reporting et d'apprentissage.
Pays bénéficiant d'un soutien en matière de MEL	27	Un soutien en présentiel et en ligne dispensé à l'ensemble du réseau.
Produits liés à la connaissance et à l'apprentissage	40	Les rapports, les témoignages de résultats et les lettres d'information ont renforcé l'apprentissage institutionnel.

Croissance institutionnelle

La période 2025–2026 a marqué la première année du plan stratégique quinquennal de l'AFSA. Au cours de cette période, le réseau a réalisé des progrès notables, tout en faisant face à divers défis. Tout au long de l'année, le Secrétariat a mené un processus inclusif et participatif impliquant les membres et les partenaires.

La visibilité et l'influence de l'AFSA au sein des espaces régionaux et mondiaux consacrés aux systèmes alimentaires ont continué de croître. Parallèlement, des avancées significatives ont été réalisées en matière de développement institutionnel, notamment dans les domaines de la création de réseaux, de la communication, des finances, ainsi que du suivi et de l'évaluation.

Renforcement des ressources humaines

Un nouveau collaborateur a rejoint le Secrétariat de l'AFSA au cours de l'année : M. Nicholas Omoding, chargé de recherche à l'AFSA, qui pilote actuellement l'intégration de la recherche-action participative dans plusieurs projets. Il apporte plus d'une décennie d'expérience dans le domaine de la recherche et auprès d'organisations de la société civile à travers l'Afrique.

Ce renfort a renforcé la capacité du Secrétariat de l'AFSA à coordonner, soutenir et amplifier les initiatives de recherche-action participative à travers le continent.

Croissance financière et défis

La base de financement de l'AFSA est restée stable au cours de l'année, grâce au soutien de bailleurs de fonds nouveaux et existants. Cependant, le contexte général du financement reste difficile. Plusieurs bailleurs de fonds ont réduit ou fermé leurs appels à projets en raison des changements intervenus dans le contexte politique et économique mondial. Cela souligne la nécessité pour l'AFSA de diversifier ses sources de financement et d'élaborer des stratégies financières plus résilientes pour l'avenir.

Élargissement de la base d'adhérents et évaluation des capacités

Le nombre de membres de l'AFSA est passé à 48 organisations au cours de la période couverte par le rapport, ce qui témoigne de la pertinence et de l'attrait persistants du réseau. L'arrivée de nouvelles organisations membres a élargi la portée de l'alliance et renforcé sa légitimité en tant que plateforme continentale pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la transformation menée par les agriculteurs.

L'AFSA a mené une évaluation approfondie de l'ensemble de ses membres. Celle-ci s'est déroulée dans le cadre d'entretiens individuels avec le chargé de soutien au réseau des membres. Cette évaluation a servi de base à certaines des activités de renforcement des capacités menées pour les membres, notamment en matière de suivi et d'évaluation, et continuera à orienter un programme de renforcement des capacités plus solide dès que les ressources seront disponibles.

Le personnel de l'AFSA a également participé à plusieurs sessions de formation ; par exemple, un atelier de quatre jours sur la viabilité financière organisé par Bread for the World, axé sur le modèle holistique de mobilisation des ressources articulé autour de cinq piliers : pertinence, crédibilité, visibilité, relations et appels à l'action. L'AFSA a poursuivi sa participation au Programme mondial de leadership en agroécologie de l'IFA à l'Université du Vermont (UVM) ainsi qu'à une autre série d'ateliers virtuels sur la participation des non-élites, la définition d'une vision et la construction de sens, et les transformations agroécologiques.

Rapport financier synthétique

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT DE L'AFSA

JUILLET 2025 – JUIN 2026

Indicateur Financier Clé			USD
Revenus Totaux		9,473,169.73	
Total Des Dépenses		5,509,774.60	
Excédent		3,963,395.13	
Ratio Dépenses/Recettes		58.2%	
Source De Revenus	Montant (USD)	% du revenu total	
Subventions	8,683,433.43	91.7%	
Autres Recettes	747,337.34	7.9%	
Autres Revenus – UGX (Unitrust)	37,989.36	0.4%	
Cotisations	4,409.60	0.0%	
Revenus Totaux	9,473,169.73	100.0%	
Catégorie De Dépenses	Montant (USD)	% du total des dépenses	
Frais Administratifs	876,044.95	15.9%	
Groupe de Travail Sur La Communica- tion	93,290.44	1.7%	
Groupe de Travail « Citoyens »	2,617,678.28	47.5%	
Groupe de Travail Sur Le Foncier	517,254.18	9.4%	
Groupe de Travail Sur Les Semences	598,740.40	10.9%	
Groupe de Travail Sur Le Climat	665,105.95	12.1%	
Monitoring	13,360.00	0.2%	
Institutional Development	128,245.07	2.3%	
Total Expenses	5,509,774.60	100.0%	

Commentaire Sur le Compte de Résultat

RECETTES

Le total des recettes s'élevait à 9 473 169,73 USD ; les subventions représentaient 8 683 433,43 USD (91,7 %).

DÉPENSES

Le total des dépenses s'élevait à 5 509 774,60 USD, soit 58,2 % du total des recettes.

SOLDE DU FONDS

La période s'est clôturée avec un solde du Fonds de 3 963 395,13 USD, soit 41,8 % du montant total du Fonds.

PRINCIPAL POSTE DE DÉPENSES

Le groupe de travail des citoyens a constitué le poste de dépenses le plus important, avec 2 617 678,28 USD, soit 47,5 % du total des dépenses.

COMPOSITION DES FINANCEMENTS

Les subventions restent la principale source de revenus.

Faits marquants des membres de l'AFSA

Promouvoir l'agroécologie dans le NDC 3.0 du Rwanda

RÉSEAU RWANDAIS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT (RCCDN)



During 2025–2026, RCCDN helped secure partial Au cours de la période 2025–2026, le RCCDN a contribué à l'intégration partielle de l'agroécologie dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) et le Plan national d'adaptation (PNA) actualisés du Rwanda. Il s'agit d'une avancée politique majeure vers la reconnaissance de l'agroécologie comme une voie d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, liée à la résilience des systèmes alimentaires, à la biodiversité et aux moyens de subsistance des petits exploitants.

Cette avancée est le fruit d'un engagement soutenu auprès de la société civile, des institutions gouvernementales, des chercheurs et des partenaires de développement. Le RCCDN a organisé un dialogue multipartite et des consultations techniques, a mobilisé les institutions chargées de la révision de la CDN et du PAN, et a soumis un document de prise de position présentant des options concrètes pour intégrer l'agroécologie et le bien-être animal. Les données scientifiques, l'expérience des communautés et les bonnes pratiques reconnues ont fourni aux décideurs une base concrète pour examiner ces propositions.

RCCDN policy dialogue and technical engagement in Rwanda.



Bien que cette intégration reste partielle, elle crée une base permettant de poursuivre le plaidoyer en faveur d'une intégration plus complète de l'agroécologie dans l'ensemble des politiques climatiques et agricoles du Rwanda. Ce résultat démontre comment une action coordonnée et fondée sur des données probantes de la société civile peut influencer la politique nationale et faire progresser un système alimentaire plus équitable et durable.

Déploiement à grande échelle de l'agroécologie pilotée par les agriculteurs en Afrique de l'Ouest

GROUNDSWELL WEST AFRICA



Apprentissage communautaire et leadership des agriculteurs soutenus par Groundswell West Africa.



Groundswell West Africa rassemble des organisations locales soutenant les petits agriculteurs au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Sénégal. En 2025, le réseau a accompagné 273 771 agriculteurs pratiquant l'agroécologie sur 240 926 hectares et a touché plus de 2,1 millions de personnes, dont 60 % de femmes. Son approche place les communautés agricoles organisées au cœur de la construction d'une agriculture et de systèmes alimentaires sains.

Le leadership des jeunes s'est renforcé grâce au programme « Youth Storytellers », qui a directement impliqué 308 jeunes, produit 102 vidéos

Son approche place les communautés agricoles organisées au cœur de la construction d'une agriculture et de systèmes alimentaires sains.

et touché 5 796 personnes par le biais de projections, d'événements et de contenus partagés. Un festival régional « Field to Film » et une caravane pédagogique vers des programmes au Burkina Faso et au Ghana ont aidé les jeunes leaders agricoles à établir un lien entre l'agroécologie, la résilience climatique, la souveraineté alimentaire et les moyens de subsistance ruraux.

Au niveau communautaire, 35 comités d'agroécologie ont été créés pour planifier, mobiliser des ressources, mettre en œuvre des plans d'action villageois, partager des connaissances entre agriculteurs et influencer les politiques locales. Les résultats d'une évaluation indépendante menée au Burkina Faso ont renforcé les arguments en faveur de cette démarche : les agriculteurs pratiquant une agroécologie avancée ont enregistré des rendements 4,4 fois supérieurs à ceux des agriculteurs conventionnels, tandis que le revenu net par hectare était supérieur de 67 % à celui des agriculteurs en début de transition.

De jeunes agriculteurs mènent la restauration des paysages en Zambie

PROGRAMME RESCOPE, WATER WISE AFRICA ET SEED AND KNOWLEDGE INITIATIVE

Dans la communauté de Hanamoonga, dans le district de Monze, des jeunes et des femmes mènent une initiative agroécologique à l'échelle du paysage visant à restaurer les terres dégradées et à régénérer un bassin versant commun. Le programme a combiné organisation communautaire, sensibilisation et formation pratique à la restauration des paysages, à la collecte de l'eau et à d'autres pratiques agroécologiques régénératrices.

Cette initiative a aidé les agriculteurs à travailler collectivement pour améliorer l'accès à l'eau, renforcer la production alimentaire et protéger les moyens de subsistance dans une région touchée par la pénurie d'eau. Les jeunes agriculteurs ont été parmi les premiers à adopter ces pratiques et sont désormais des champions incontestés des crêtes de courbe de niveau, des bassins de rétention d'eau, des plates-bandes en contrebas et des méthodes connexes de conservation des sols et de l'eau. L'âge moyen des agriculteurs pionniers en agroécologie au sein de la communauté est d'environ 30 ans, contre environ 60 ans dans de nombreuses autres communautés.

Les femmes et les jeunes sont devenus des acteurs locaux du changement, partageant leurs connaissances avec les agriculteurs plus âgés et faisant la démonstration de ces pratiques dans leurs propres champs. Leur rôle de premier plan revêt une importance particulière dans un contexte fortement patriarcal : il montre que la restauration des écosystèmes peut également renforcer la prise de parole, la confiance et le sens des responsabilités au sein de la communauté. Ce partenariat illustre comment un apprentissage mené localement peut transformer les défis liés à l'eau en action collective et en résilience à long terme.

De jeunes champions de l'agroécologie et des travaux communautaires de collecte de l'eau à Hanamoonga.

Ce partenariat illustre comment un apprentissage mené localement peut transformer les défis liés à l'eau en action collective et en résilience à long terme.



Relier les entreprises agroécologiques aux marchés territoriaux

SHIWAKUTA, TANZANIE

Avec le soutien de l'AFSA, SHIWAKUTA a fait progresser l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et le développement des marchés pilotés par les agriculteurs en Tanzanie grâce à la recherche, au plaidoyer politique, au renforcement des entreprises et à la communication stratégique. Un atelier régional de validation organisé à Arusha a réuni 64 participants issus du gouvernement, d'organisations d'agriculteurs, de la société civile, de la recherche, du commerce transfrontalier et des médias, garantissant ainsi que l'expérience des agriculteurs alimente le dialogue politique en Afrique de l'Est.

SHIWAKUTA s'est ensuite jointe aux membres de l'AFSA dans le cadre d'un engagement bilatéral avec l'Assemblée législative d'Afrique de l'Est et a formé des PME agroécologiques ainsi que des acteurs des marchés territoriaux à la gestion d'entreprise, à la qualité des produits, à l'accès aux marchés et au plaidoyer collectif. L'engagement auprès des médias a notamment pris la forme d'un programme destiné aux rédacteurs en chef et aux journalistes, de cinq émissions de radio et d'une émission de télévision nationale.

Un atelier national multipartite organisé à Dodoma a rassemblé 125 participants et a abouti à l'adoption de résolutions communes de plaidoyer sur les semences indigènes, la souveraineté alimentaire, des systèmes alimentaires plus sûrs et la réforme des marchés. Ce processus a culminé en avril 2026 avec une réunion nationale au cours de laquelle 36 participants ont adopté un plan d'action commun visant à renforcer les entreprises agroécologiques, les marchés territoriaux et les systèmes alimentaires inclusifs. Ensemble, ces initiatives ont permis de relier les besoins concrets des entreprises à une influence politique coordonnée.

Together, these steps connected practical enterprise needs with coordinated policy influence.



Renforcement des capacités des entreprises et dialogue national organisés par SHIWAKUTA

Plaidoyer coordonné en faveur des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs

ALLIANCE TANZANIENNE POUR LA BIODIVERSITÉ (TABIO)



Le plaidoyer conjoint et le partage des connaissances ont également renforcé la collaboration entre les membres du groupe de travail et accru la crédibilité de la plateforme auprès des décideurs politiques. Cette expérience démontre la valeur de l'action collective : en ralliant divers acteurs autour de données probantes claires et de recommandations communes, TABIO et ses partenaires ont donné plus de poids à la voix nationale en faveur de systèmes alimentaires résilients et de la protection des droits des agriculteurs en matière de semences.

En tant que secrétariat du groupe de travail tanzanien sur les semences, TABIO a renforcé le plaidoyer coordonné, la production de données factuelles et l'engagement politique en faveur des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs. Le groupe de travail rassemble des organisations de la société civile, des chercheurs, des organisations d'agriculteurs et des partenaires de développement autour d'un programme commun axé sur les droits des agriculteurs, l'agroécologie et la souveraineté semencière.

Une étape majeure a été franchie avec la collaboration avec la commission parlementaire permanente de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le groupe de travail a mobilisé plus de 42 organisations et représentants d'agriculteurs de toute la Tanzanie afin de présenter des données factuelles et des recommandations en vue d'un cadre juridique qui reconnaisse et protège les systèmes semenciers des agriculteurs ainsi que les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.



Engagement du groupe de travail sur les semences auprès des décideurs politiques et des parties prenantes en Tanzanie.

Ce dialogue a permis de faire entendre la voix des agriculteurs et a souligné la nécessité d'une réforme politique fondée sur la biodiversité et les savoirs locaux.

Restaurer la santé des sols et les rendements de maïs grâce au bokashi

WORLD NEIGHBORS, MALAWI

Le maïs est essentiel à la sécurité alimentaire au Malawi, mais la dépendance à long terme vis-à-vis des engrais synthétiques importés a contribué à la baisse de la fertilité des sols et à la hausse des coûts de production pour les petits exploitants agricoles. Dans le district de Mwanza, World Neighbors apporte une réponse en promouvant le fumier organique « bokashi » afin de restaurer la santé des sols, d'améliorer les rendements et de réduire la dépendance vis-à-vis d'intrants coûteux.

Le programme a formé 139 agriculteurs référents à la production et à l'utilisation du bokashi. Grâce à l'apprentissage entre agriculteurs, plus de 500 foyers utilisent désormais cet engrais organique dans leurs champs de maïs. Les agriculteurs constatent une croissance plus vigoureuse des cultures, une maturation plus précoce et de meilleurs rendements malgré des précipitations irrégulières. Les rendements moyens sont passés d'environ 20 à 30 sacs par acre, ce qui renforce la confiance dans les approches agroécologiques et incite les communautés voisines à s'initier à ces techniques.

Pour Mary Nokas, du village de Mchotseni, ce changement a été une expérience personnelle. À mesure que son sol se détériorait et que les engrais chimiques devenaient inabordables, subvenir aux besoins de sa famille devenait de plus en plus difficile. Après avoir adopté le bokashi, sa récolte a doublé, passant d'environ 15 à 30 sacs par acre.

Ce maïs supplémentaire lui a redonné confiance, a amélioré la sécurité alimentaire de son foyer et lui a permis de commencer à épargner pour s'offrir un meilleur logement — illustrant ainsi comment la restauration des sols peut se traduire directement par de la dignité, de la résilience et de l'espoir.



Mary Nokas dans son champ de maïs cultivé avec du fumier organique au bokashi. Verger agroécologique en Ouganda, florissant pendant la saison sèche

Conseil d'Administration



Rev. Tolbert Thomas
Jallah, Jr
PRÉSIDENT



Elisabeth Atangana
TRÉSORIÈRE



Anne Wanjiku Maina
SECRÉTAIRE



JAmadou Cheikh Kanouté
MEMBRE



Joyce Brown
MEMBRE



Hakim Baliraine
MEMBRE



Gabriel Manyangadze
MEMBRE

Membres de l'AFSA



Liens Vers Les Médias

www.afsasfrica.org

<https://afsafrica.org/library/>

<https://www.newsghana.com.gh/african-food-alliance-pushes-agroecology-at-bonn-talks/>

<https://www.ebc.et/english/Home/NewsDetails?NewsId=4063>

<https://www.fanamc.com/english/african-civil-society-meets-in-addis-ababa-to-strengthen-climate-and-agroecology-strategies/>

<https://afsafrica.org/afsa-launches-new-policy-brief-calling-for-agroecology-integration-ahead-of-un-climate-talks/>

<https://x.com/Afsafrica/status/1965052189719838993>

<https://www.environews-rdc.org/articles/2025/11/15/belem-lafsa-presente-linitiative-pour-la-biodiversite-le-climat-et-lagroecologie-du-bassin-du-congo/>

https://www.linkedin.com/posts/anocc2d_adaptation-au-changement-climatique-la-activity-7395369998485196800-9i-6?utm_source=share&utm_medium=member_android&rcm=ACoAAAHruFwBAWckc_4prJlR1GEVB44BC3DCMc

<https://x.com/Afsafrica/status/1990542292558754273?s=20>

<https://x.com/ndagijerichie/status/1991451925813039569?t=21Al4Oqb3vPMnGbYxMGoLQ&s=08>

<https://x.com/Afsafrica/status/1991565943395303738?t=qpUu9sFF5Na6hLVqccbpMA&s=08>

<https://www.facebook.com/share/v/1CSQtmYPRv/?mibextid=wwXlfr>

<https://x.com/Afsafrica/status/1987881189063934167>

<https://www.the-star.co.ke/news/2025-12-03-experts-no-climate-action-without-transforming-global-food-systems>

<https://nation.africa/kenya/blogs-opinion/blogs/guardians-of-the-amazon-at-cop30-indigenous-voices-exposing-world-s-climate-change-hypocrisy-5265912>



ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

1742 Kigobe Road, Ntinda, Kampala

P.O. Box 571 Kampala, Uganda

Tel: +256 414 499169

afsa@afsafrica.org | www.afsafrica.org



@Afsafrica



AFSA



Afsafrica



AFSAfrica



Alliance for Food
Sovereignty in
Africa (AFSA)